



## **L'urgence est sociale et climatique, du 20 au 27 septembre la mobilisation est à l'ordre du jour !**

Justice sociale et justice climatique sont fondamentalement liées, et ce n'est qu'en remédiant aux inégalités de toutes sortes et à la pauvreté qu'elles induisent que les politiques publiques pourront œuvrer à la préservation de la planète.

- 50% du Crédit d'Impôt pour la Transition Energétique sont concentrés dans les mains des 20% les plus riches. Est-ce la bonne méthode pour généraliser les économies d'énergie ?
- Les avoirs français dans les paradis fiscaux sont estimés à 300 milliards ; la moitié est détenue par les 0.01% les plus riches. L'évitement fiscal au titre de l'Impôt sur les Sociétés, quant à lui, est estimé à 14 milliards d'euros. Le manque à gagner dû à la fraude est colossal pour les finances publiques, mais la direction des finances publiques subit des suppressions d'emploi massives qui affaiblissent considérablement ses capacités d'action dans ce domaine.
- La Banque Centrale Européenne tout comme la Banque de France continuent de favoriser la finance en dégradant le service public au profit du numérique, alors même que les technologies informatiques produisent deux fois plus d'émissions de gaz à effet de serre que l'aviation.
- Selon le classement Bloomberg, les 14 plus fortunés du pays ont vu leur richesse croître de 70 milliards en 6 mois en 2019 (l'équivalent de 3,6 millions d'année de SMIC !), dont 46 milliards pour les seules familles Arnault, Pinault et Bettencourt... une situation inédite.

**C'est évident, une autre fiscalité au bénéfice de tous favorisant notamment les économies d'énergie est possible.**

**Une politique monétaire des banques centrales, imposant que les crédits bancaires cessent d'alimenter la spéculation financière et permettent en priorité les investissements de promotion de ces biens communs que sont le climat, la biodiversité, la qualité de l'air et de l'eau peut être développée.**

**Et qui peut croire que l'on ne peut pas, aujourd'hui, augmenter nos salaires et nos pensions, que le financement des retraites et plus globalement des prestations sociales et des services publics, mis en place à la Libération dans un pays ruiné par la guerre, pose problème ?**



**Pour la justice sociale et climatique, partout en France participons à la semaine de mobilisation**

*Un préavis de grève a été déposé couvrant toutes les actions dans la période.*

**Les 20 et 27 septembre, manifestons pour le climat à l'appel de 60 organisations !**

**Samedi 21 septembre, marchons pour un monde de solidarité, de liberté, d'égalité et de Paix !**

**Mardi 24 septembre, tous en grève pour nos salaires, nos retraites et nos services publics !**